

Des villageois s'élèvent contre les déchets nucléaires

Zurich Dans le Weinland, agriculteurs et activistes sont unis contre les projets d'enfouissement. Reportage



L'agriculteur Jürg Rasi a planté sur son champ de Marthalen (ZH), là même où des déchets nucléaires pourraient être enfouis, une sorte de menhir en signe de contestation.

Image: René Ruis

Un rocher de 4 mètres de haut trône en bordure d'un carrefour fréquenté du Weinland zurichois. Sourire en coin, Jürg Rasi observe son dernier acte de contestation contre le stockage de déchets nucléaires. En septembre, à l'aide d'une grue, l'homme a planté sur son terrain de Marthalen (ZH) cette «pierre du diable», une sorte de menhir destiné à signaler aux autorités qu'ici les agriculteurs ne vont pas se laisser faire.

«Je n'étais pas seul à m'inquiéter»

Le Conseil fédéral a récemment confirmé le nom des trois sites pressentis pour accueillir dans leurs entrailles près de 100 000 m³ de déchets radioactifs (lire l'encadré). Celui de Zurich nord-est en fait partie. Si, au terme de la procédure, c'est cette région du Weinland qui est désignée, les champs de Jürg Rasi pourraient être rasés pour laisser place à un vaste entrepôt où seront conditionnés les déchets avant d'être expédiés sous terre. C'est une des options examinées par la Société coopérative nationale pour le stockage des déchets radioactifs (Nagra).

Jürg Rasi va mettre la pression sur ces plans. Parce qu'il ne veut pas d'une grosse usine sur le palier de sa ferme, bien sûr. Mais aussi parce que, à ses yeux, rien ne prouve que l'enfouissement de déchets nucléaires sous les pieds des villageois n'est sans danger. L'assurance du contraire par la Nagra, une institution dont il se méfie, n'y change rien. «Tant que je n'aurai pas la preuve que le dépôt est sûr, je m'y opposerai.»

Son combat remonte à 2013. Lorsqu'il apprend que son terrain pourrait être touché, il lance un appel à manifester. Une trentaine d'agriculteurs répondent présent,

Gabriel Sassoon



Procédure

Stockage envisagé en 2050

Fin novembre, le Conseil fédéral lançait la dernière étape d'une quête entamée dans les années 70. Trois régions restent en lice pour l'enfouissement des déchets nucléaires en couches géologiques profondes: le versant nord des Lägern (AG/ZH), Jura-est (AG) et Zurich nord-est (ZH/TG).

«Nos recherches ont prouvé que les trois sites retenus sont très bien adaptés au stockage. Il s'agit de les comparer pour savoir lequel s'y prête le mieux selon des critères de sécurité techniques», déclare Markus Fritschi, directeur adjoint de la Société nationale pour le stockage des déchets radioactifs (Nagra).

Cette dernière va examiner les avantages et inconvénients de chaque option. Il se pourrait que deux régions soient retenues. Une demande d'autorisation pour la construction des

perturbant, au volant de leur tracteur, une séance d'information sur le stockage nucléaire. «Je ne savais pas combien de gens allaient venir. À ce moment-là, j'ai compris que je n'étais pas seul à m'inquiéter.» Alors que la quête d'un site avance, il veut intensifier la contestation. En août, il a cofondé l'association Like Weinland, qui réunit 160 membres, dont 40 paysans. Sa première action a déjà eu un large écho dans la région: dressé sans autorisation, son menhir a provoqué le mécontentement de la Commune et du Canton. Jürg Rasi est en train de se tailler une réputation d'irréductible Gaulois.

Critiques contre l'UDC

Outre les risques sécuritaires, les agriculteurs redoutent les difficultés à vendre leurs produits une fois que l'étiquette nucléaire sera indissociable du Weinland. Les villageois dénoncent aussi un diktat imposé par le «haut». «Dans ce dossier, seule la Confédération décide. Ce n'est pas l'image que je me fais d'une démocratie», charge le frondeur en chef. La critique vise aussi l'UDC, toute-puissante dans cette partie du canton de Zurich. Jürg Rasi a claqué la porte du parti: il reproche aux démocrates du centre de délaisser les intérêts des paysans et les valeurs démocratiques, «celles qu'ils clament si souvent vouloir défendre».

«Nous ne voulons pas d'un dépôt nucléaire. Mais nous n'avons pas notre mot à dire», justifie le maire de Marthalen, l'UDC Matthias Stutz. Dans ce contexte, l'élu doit se contenter de faire entendre la voix de sa commune sur le projet de construction de l'installation de surface. Cette possibilité lui est donnée au sein d'une conférence régionale composée de représentants politiques, de groupes d'intérêt et d'habitants. Président de la section locale de l'UDC, Paul Mayer enchaîne: «L'important, c'est que le site le plus sûr soit choisi, que ce soit ici ou ailleurs.» Les deux politiciens ne redoutent pas un dégât d'image pour la région.

«Chaque semaine nous rappelons nos revendications pour que personne n'oublie notre message»

En 2016, un coup de sonde commandé par les Communes concernées montrait qu'un tiers des habitants du Weinland étaient opposés à l'enfouissement des déchets nucléaires sous leurs pieds. Un quart affirmait ne ressentir aucune inquiétude à ce sujet. Un autre tiers se disait prêt à l'accepter, à contrecœur. Une résignation qu'un petit groupe de militantes chevronnées s'évertue à combattre.

Depuis plus de trois ans, elles sont au moins deux à se réunir une fois par semaine lors d'une veillée. Postées en bordure de route, face aux champs de Jürg Rasi, elles clament à l'aide de banderoles leur opposition au programme de stockage. Ce jeudi soir, équipées de moufles, de bonnets, de thermos et de biscuits, elles n'ont pas dérogé à la règle, pour la 184e fois.

«Nous misons sur la longueur plutôt que l'ampleur. Chaque semaine nous rappelons nos revendications pour que personne n'oublie notre message», explique Marianne Studerus. Cette enseignante est membre de l'association KLAR! Schweiz, qui s'engage pour la sortie du nucléaire. À ses côtés, trois retraitées mènent le même combat au sein des Kernfrauen – les femmes de l'atome. Toutes redoutent que la structure de surface ne défigure ce coin de verdure. Elles craignent aussi pour les

dépôts devra être déposée à la fin de 2024. Le gouvernement tranchera, puis le parlement vers 2030. Le choix final pourra être combattu par référendum. Les premiers déchets moyennement ou faiblement radioactifs pourront être stockés dès 2050. Quant aux installations de stockage pour déchets hautement radioactifs, elles n'entreront pas en fonction avant 2060.

G.S.

Articles en relation

Plus que trois sites pour les déchets nucléaires

Suisse Le versant nord des Lägern (AG/ZH) ainsi que les sites du Jura-est (AG) et de Zurich nord-est (ZH/TG) ont été retenus par le Conseil fédéral pour le stockage des déchets nucléaires. [Plus...](#)
22.11.2018

Quatorze réacteurs vont être débranchés

France Le président français a annoncé mardi des mesures sur la gestion du nucléaire dans l'Hexagone. [Plus...](#)
27.11.2018

Nouveau réacteur nucléaire en France voisine?

Prospection EDF pourrait installer un réacteur de type EPR sur le terrain de l'actuel site nucléaire du Bugey, dans l'Ain. [Plus...](#)
Par cht 15.11.2018

nappes phréatiques et la sécurité des habitants, malgré le discours rassurant de la Nagra.

«On s'en fiche»

Mais alors, où mettre ces déchets? La question est pour l'heure secondaire, il faut d'abord sortir du nucléaire, martèlent les Kernfrauen. «Dans le Weinland, critiquer l'atome n'est pas bien vu. Il arrive même que des conducteurs nous insultent. Je pense que d'autres pensent comme nous, mais qu'ils préfèrent se taire. Nous les «gauchistes», tout le monde nous connaît, alors on s'en fiche.»

Jürg Rasi est lui aussi devenu un antinucléaire convaincu, mais le combat qu'il mène se limite à l'entreposage; plus facile sans doute pour rassembler. Sa solution idéale? Enfouir les déchets très loin de ses champs, dans un désert. Sauf que la Suisse s'est engagée à les gérer sur son territoire. ()

Créé: 17.12.2018, 07h39

Votre avis

Avez-vous apprécié cet article?

Oui

Non